

0739
INSP!R

Réseau international pour
le droit à la protection sociale



**PROTECTION
SOCIALE:**
SORTIR
DE LA CRISE
PAR LE HAUT

RÉSUMÉ DU **RAPPORT MONDIAL**
SUR LA **PROTECTION SOCIALE**
2020-2022

Connected by **WSM**



Avis de L'EXPERT

Koen Detavernier
Expert Protection sociale WSM

L

Le Rapport mondial sur la protection sociale 2020-2022 de l'OIT «La protection sociale à la croisée des chemins – bâtir un avenir meilleur» montre des progrès très modestes dans la réalisation effective du droit à la protection sociale pour toutes et tous. En 2020, 47% de la population mondiale bénéficiait d'une couverture effective avec au moins une garantie de protection sociale. Soit 2% de plus qu'en 2017, lors de la rédaction de l'édition précédente du rapport mondial sur la protection sociale.

C'est certes un progrès, mais c'est encore trop peu. Malgré de nombreuses mesures prises pour surmonter la première année de la pandémie de covid, plus de 4 milliards de personnes sont encore totalement dépourvues de protection. De nombreuses mesures n'étaient que des réponses temporaires à la crise et n'ont pas contribué à un renforcement durable des systèmes de protection sociale. Même si la crise a prouvé une fois de plus que les pays qui disposaient, avant la crise, de systèmes de protection sociale solides pouvaient réagir de manière beaucoup plus résiliente.

Si nous continuons à ce rythme, avec une amélioration de 2% en 3 ans, il faudra attendre 72 ans pour couvrir les 53,1% restants de la population mondiale avec au moins 1 garantie de protection sociale. Fournir une couverture complète prendrait évidemment encore plus de temps.

Ainsi, sortir de la crise par le bas moyennant une approche « moins-disante », comme l'appelle le secrétaire général de l'OIT Guy Ryder, autrement dit laisser les politiques telles qu'elles sont, ne pas augmenter les investissements dans la protection sociale, voire revenir à une politique d'austérité, ne peut plus être une option. Si la pandémie a prouvé une chose, c'est l'importance d'une protection sociale globale, largement soutenue et fondée sur les droits.

Le résumé ci-dessous fournit quelques détails supplémentaires sur les écarts de couverture et sur les différences régionales de couverture précisées dans le rapport de l'OIT. Le défi de couvrir efficacement tous les individus avec une protection sociale complète est immense. Et le rapport est un appel fort à adopter une stratégie ambitieuse pour la protection sociale : investir davantage dans la protection sociale et augmenter à la fois le financement national et la coopération internationale pour renforcer les systèmes de protection sociale, afin de pouvoir combler les écarts de couverture.

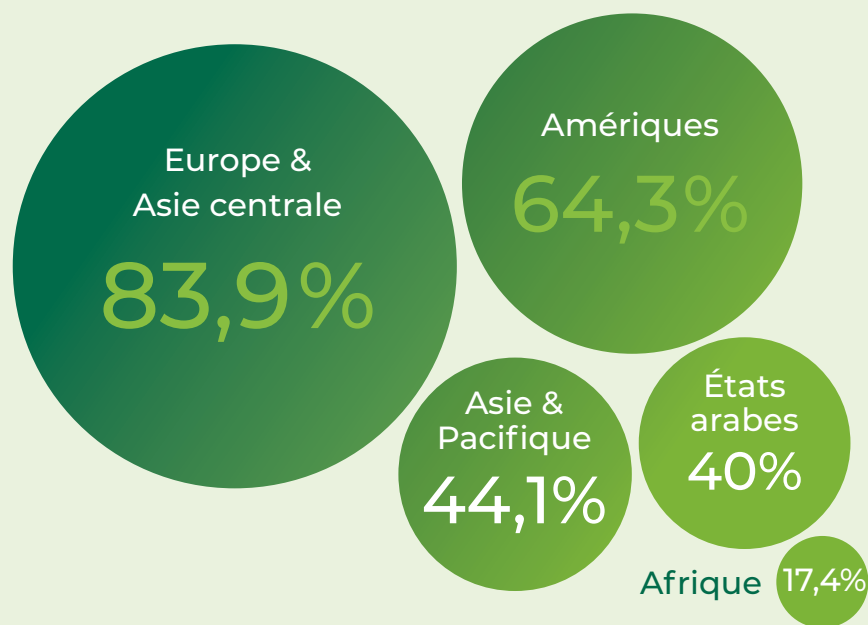
RÉSUMÉ DU RAPPORT MONDIAL SUR LA PROTECTION SOCIALE 2020-2022

La pandémie a mis en lumière les inégalités et lacunes en termes de protection sociale. Plus encore, elle a creusé les fossés existants.

En dévoilant les difficultés rencontrées, elle offre l'opportunité de faire un bond en avant et d'évoluer dans la bonne direction.

En 2020, plus de la moitié de la population mondiale (53,1 %) ne bénéficiait d'aucune prestation de protection sociale. Les lacunes constatées sont liées à un sous-investissement dans ce secteur, notamment en Afrique, en Asie, dans les États arabes et dans certains États d'Amérique latine. Ce déficit s'est creusé avec la crise du Covid-19 et dès lors, un plus gros investissement est demandé pour espérer continuer à réaliser des progrès en matière de réduction de la pauvreté.

Disparités par continent :



En d'autres termes, plus de 80% de la population du continent africain ne dispose d'aucune protection sociale!

80%

Pour affronter la crise, des moyens ont été adoptés à des degrés divers dans le monde. Les pays à revenus élevés étaient mieux armés et ont pu plus aisément répondre aux besoins en termes de protection sociale.



0,4%

En ce qui concerne les enfants, la grande majorité d'entre eux ne bénéficie toujours pas d'une couverture sociale effective et au niveau mondial, seuls 26,4 % d'entre eux ont le droit à des prestations de protection sociale. Suite à la crise du Covid, plusieurs pays ont mis en place des systèmes de protection universels ou quasi-universels pour les enfants et les familles. Néanmoins, de meilleurs résultats peuvent être atteints, par notamment des approches systémiques intégrées, prenant en compte tous les maillons de la problématique.

En Afrique subsaharienne, seul 0,4 % du PIB est alloué à la protection et couverture sociale des enfants. Or, cette région du monde fait partie de celles qui comptent la plus forte proportion d'enfants (40,6 %).

En ce qui concerne les personnes en âge de travailler,

des progrès ont été réalisés mais des lacunes peuvent encore être constatées, que ce soit en termes de maternité, de maladie ou d'invalidité. En matière d'accidents du travail, de maladies professionnelles ou de couverture de chômage, des efforts sont également encore à fournir.

En général, seulement 3,6 % du PIB mondial est alloué à des mesures pour assurer une sécurité de revenu aux personnes en âge de travailler.

Afin de garantir un niveau élémentaire de protection sociale au niveau national (tous secteurs compris), les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure¹ devraient y investir 5,1 % de leur PIB, les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure 3,1 % de leur PIB et les pays à faible revenu 15,9 % de leur PIB.

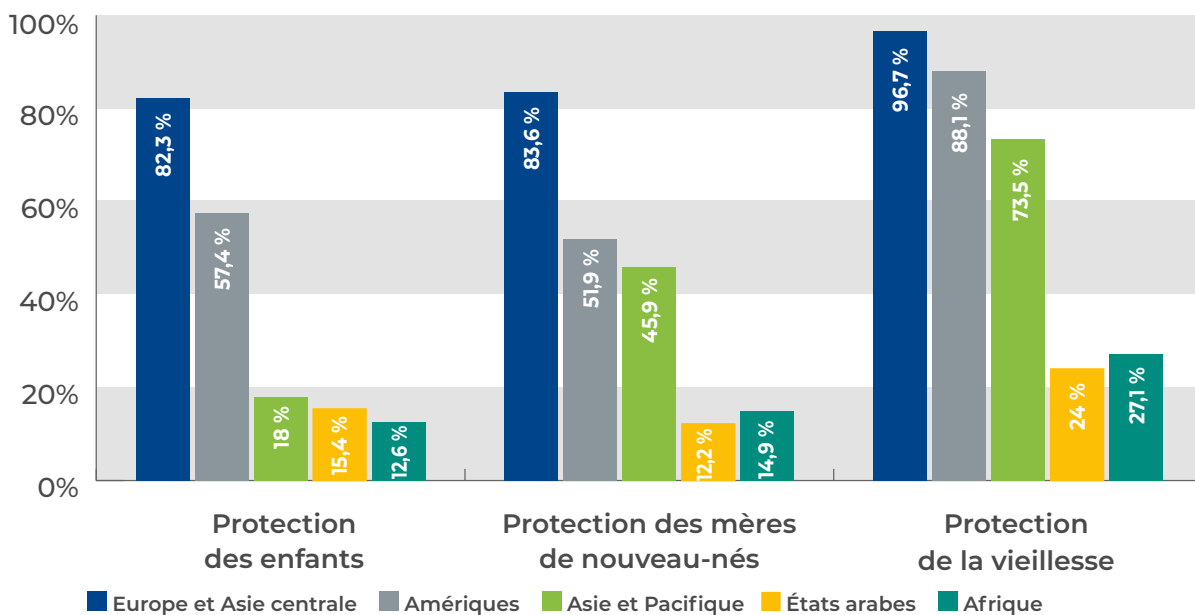
69,4 % de la population mondiale en âge de travailler n'a pas du tout de protection sociale, ce qui représente 4 milliards de personnes dans le monde.

En ce qui concerne la prise en charge des handicaps sévères, les disparités sont immenses. En Asie centrale et en Europe, la couverture sociale dépasse 80 % alors qu'en Afrique et dans les États arabes, celle-ci n'atteint pas 10 %.

¹ Les États compris dans cette catégorie et celles qui suivent sont cités à la page 239 du rapport mondial sur la protection sociale 2020-2022.

En termes de pensions de vieillesse, le système s'est amélioré dans les pays en développement et dans de nombreux pays, des systèmes universels ont été mis en place. Néanmoins, la priorité dans les réformes engagées a été celle de la viabilité financière, créant un obstacle à l'extension des systèmes de retraite.

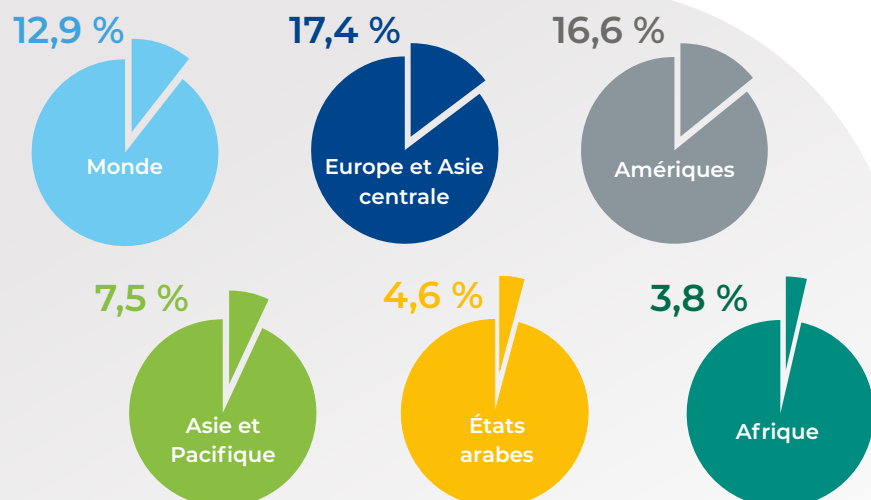
En matière de couverture de soins de santé, des progrès énormes ont été réalisés. Néanmoins, de nombreux obstacles sont encore présents en la matière.



Une protection sociale suffisante, adéquate et englobante dépend fortement du financement qui lui est alloué. À cet égard, des disparités notables peuvent être constatées entre les différentes régions du monde, dépendant notamment du niveau de développement économique des États.

Néanmoins, l'on constate des différences dans des pays à niveau de développement économique (ou d'allocation budgétaire) similaire, démontrant que ce financement est également une question de volonté politique, indépendamment de la situation économique du pays.

Financement de la protection sociale (hors santé) en pourcentage du PIB





En termes de financement toujours, la marge de manœuvre fiscale est moins grande pour les pays en développement, étant en conséquence moins enclins à financer la protection sociale. Néanmoins, des outils existent. Pour illustration, augmenter le nombre de contribuables permet d'augmenter le niveau de couverture sociale (en se basant sur le système de la contributivité). Il est également possible de créer de nouvelles taxes, tel que l'a fait l'État plurinational de la Bolivie dans le but de financer des pensions universelles, des allocations pour enfants et d'autres prestations à partir de taxes imposées sur les activités du minerais et du gaz naturel. Ainsi, des voies de financement peuvent être explorées.

De manière générale, une protection sociale universelle est essentielle pour un avenir plus inclusif, centré sur l'humain. À cet égard, il y a lieu de maintenir les mesures mises en place à la suite de la Covid-19 jusqu'à ce que la crise soit dissipée. L'austérité et les politiques d'assainissement budgétaire doivent être laissées de côté et il faut investir dans la protection afin de permettre un retour à la normale. La Covid-19 a permis de comprendre l'intérêt de la protection sociale et de réaliser que le bien-être individuel dépendait fortement du bien-être collectif et que les autorités pouvaient agir, si elles le souhaitaient vraiment. Ceci est la voie à suivre, après la crise également. Ainsi, il est indispensable de mettre en place des systèmes de protection pérennes afin de faire face aux insécurités à venir.

INSP!R

Réseau international pour
le droit à la protection sociale

Connected by **WSM**

**Le rapport complet est consultable sur le site Web de l'OIT,
en anglais, français et espagnol :**



https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/@publ/documents/publication/wcms_817572.pdf



https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_protect/@soc_sec/documents/publication/wcms_817575.pdf



https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_protect/@soc_sec/documents/publication/wcms_817576.pdf